

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaines du 7 au 11 avril 2025

Energie-climat

L'Ofgem dévoile un nouveau mécanisme de « cap and floor » pour soutenir les projets de stockage d'électricité à très long terme

L'Ofgem, le régulateur britannique de l'énergie, a dévoilé les conditions dans lesquelles la puissance publique soutiendrait les investissements dans les projets de stockage d'électricité à longue durée à travers un [mécanisme dit « cap and floor »](#). Ces projets sont « cruciaux » pour la décarbonation du système électrique par le développement important d'énergies renouvelables intermittentes. Ce dispositif pourra soutenir différentes technologies, comme les stations de transfert d'énergie par pompage (STEP), stockage d'énergie à air liquide, stockage par air comprimé. Seront éligibles à ce dispositif les projets proposant une capacité de stockage de plus de 8 heures. Le régime de « cap and floor » apporte au développeur un revenu minimum tout en limitant leurs profits.

Environnement

Les chaudières à gaz sont devenues la première source d'émissions de polluants atmosphériques dans Londres

Selon une [étude](#) réalisée par l'Université de York, les chaudières à gaz sont devenues la première source d'émissions d'oxyde d'azote dans la ville de Londres. Entre 2021 et 2023, elles ont représenté 72 % des émissions enregistrées. Elles supplantent ainsi les émissions liées au trafic routier, qui ont chuté de 73 % depuis 2016, notamment grâce à la mise en place de la zone à faible émissions (ULEZ) et du rehaussement des normes d'émission des véhicules. L'équipe de recherche recommande de mettre en place des politiques publiques encourageant le déploiement des pompes à chaleur en remplacement des chaudières à gaz.

Une coalition de 32 ONG environnementales alerte sur les risques d'affaiblissement de la protection de l'environnement associées aux mesures prévues par le projet de réforme du droit de l'urbanisme

Dans une [lettre](#) adressée au gouvernement, les directeurs des 32 principales organisations de protection de l'environnement britannique (dont The Wildlife Trusts, Woodland Trust, RSPB, National Trust, WWT, Rivers Trust et Marine Conservation Society) appellent à des amendements du projet de loi portant réforme du droit de l'urbanisme en cours d'examen au Parlement. Selon eux, le projet du gouvernement n'est pas à la hauteur de sa promesse d'une réforme « gagnant-gagnant » pour l'environnement et la croissance économique, et risque au contraire d'affaiblir le droit de l'environnement. La coalition souligne en particulier le manque de garde-fous entourant les « *Environmental Development Plans* » proposés par le gouvernement et le risque d'affaiblissement du règlement « Habitats ». La coalition appelle le gouvernement à travailler avec elle pour améliorer les équilibres proposés par le texte.

Industrie

Le Parlement a été rappelé pour débattre d'une législation d'urgence en vue d'une éventuelle nationalisation de British Steel

Sir Lindsay Hoyle, président de la Chambre des communes, a annoncé le 11 avril avoir accédé à une demande de rappel des députés samedi "pour faire avancer les propositions législatives visant à garantir la continuité du fonctionnement des hauts-fourneaux de British Steel". Pour rappel, Jingye, propriétaire chinois de British Steel, a averti le mois dernier que les deux hauts-fourneaux de Scunthorpe — les derniers en Grande-Bretagne — n'étaient plus financièrement viables et a entamé des consultations sur les suppressions d'emplois. Jingye demande une subvention plus élevée que celle qui lui a été proposée jusqu'à présent par le gouvernement pour maintenir l'activité des fourneaux et entamer la transition vers des fours à arc électrique. Le gouvernement indique désormais que « la nationalisation de British Steel n'est pas exclue », ni l'achat directement par l'Etat britannique de la matière première nécessaire au maintien en fonction d'au moins un des deux hauts fourneaux - alors que le maintien de la production d'acier au Royaume-Uni est présenté comme une priorité stratégique majeure.

Transports

Le Premier ministre annonce des aménagements au Zero Emission Vehicles Mandate en réaction aux droits de douane américains sur l'automobile

Le Premier ministre Keir Starmer a [annoncé](#) le 6 avril plusieurs aménagements du *Zero Emission Vehicles Mandate*, dispositif de quotas obligatoires de vente de véhicules zéro émission. Cet allègement (« plan de flexibilité ») a été présenté comme une mesure de soutien au secteur automobile en réaction aux droits de douane de 25% touchant les exportations de véhicules vers les États-Unis, mais il était déjà en préparation depuis plusieurs mois en raison des demandes du secteur automobile qui jugeait le dispositif trop contraignant. Les mesures annoncées incluent (i) une exemption des constructeurs à faible volume, qui bénéficiera notamment à certains constructeurs britanniques de véhicules de luxe (Aston Martin, Caterham, Lotus, McLaren par exemple), (ii) une extension des dispositifs de flexibilité, notamment des crédits de surperformance et de la prise en compte des réductions d'émissions totales, jusqu'à 2030 au lieu de 2027 et (iii) une clarification de la trajectoire post-2030 (les véhicules hybrides et hybrides rechargeables pourront bien être vendus jusqu'en 2035) – l'objectif général d'interdiction de vente de véhicules diesel ou essence restant fixé à 2030. Le gouvernement a également confirmé un total de 2,3 Md£ de financements publics déjà annoncés à l'industrie automobile et au déploiement d'infrastructures de recharge sur le territoire.

Le SMMT, fédération du secteur automobile, a [accueilli](#) favorablement cette annonce tout en indiquant qu'un paquet plus vaste de mesures resterait nécessaire pour soutenir l'industrie et le marché britanniques des véhicules électriques, dont des dispositifs d'incitation à l'achat.

La startup britannique Wayve, spécialisée dans la conduite autonome grâce à l'IA, annonce son premier partenariat avec un constructeur automobile

Wayve, startup britannique développant des systèmes d'aide à la conduite et de conduite autonome basés sur l'IA, a [annoncé](#) avoir conclu un partenariat avec le constructeur japonais Nissan qui déploiera des aides à la conduite basées sur la technologie de Wayve à partir de 2027. Il s'agit du premier accord de Wayve avec un constructeur automobile, après que la startup a levé l'an dernier un montant d'1 Md\$ pour poursuivre le développement de ses technologies.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr